

La CGT Éduc'action combattra

la dévalorisation du baccalauréat

Le ministère a présenté au Conseil Supérieur de l'Éducation sa réforme de l'examen du baccalauréat. Le moins que l'on puisse dire, c'est qu'il n'a pas convaincu les élu·es du conseil de la pertinence de ses propositions qui ont été très majoritairement rejetées.



COMMUNIQUÉ

Pour la CGT Éduc'action, le projet est totalement inacceptable. Il s'agit en effet d'une véritable usine à gaz qui va dévaloriser le diplôme tout en facilitant la sélection à l'entrée de l'université.

En mettant en place une grande part de contrôle continu (40%), le ministère met en place un diplôme dont la valeur risque de n'être jugée, pour les poursuites d'étude, qu'à l'aune de la réputation de l'établissement dans lequel sont inscrit·es les bachelier·ères.

Le projet créerait plus de 15 épreuves partielles, organisées par et dans les établissements en 1ère et terminale, sur la base d'une banque nationale de sujets et d'exercices.

Le ministère compte donc transformer le cycle terminal en un continuum d'évaluations sommatives, au détriment du travail pédagogique et dégrader les conditions d'études des élèves soumis·es à un stress permanent.

Cela va également dégrader les conditions de travail des personnels en désorganisant les établissements

et en alourdissant leur charge de travail (le ministère ne prévoyant d'ailleurs aucune rémunération pour les corrections d'épreuves d'examen).

Enfin, comme nous le dénonçons dès les annonces du ministre le 14 mars, avec la définition des spécialités, leur évaluation précoce pour permettre leur prise en compte dans Parcoursup, tout est fait pour faire du lycée une machine à sélectionner les futur·es étudiant·es en répondant aux attendus mis en place par la loi ORE.

Avec cette réforme, le ministre, loin de « remuscler » l'examen comme il le prétendait, attaque le caractère national du baccalauréat ainsi que celui de 1er grade universitaire permettant à chaque diplômé·e de s'inscrire dans la licence qu'elle ou il souhaite.



La CGT Éduc'action mettra tout en œuvre pour construire avec les personnels de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, la jeunesse lycéenne et étudiante, la mobilisation contre la sélection à l'université, la destruction du baccalauréat et la mise en œuvre d'un lycée élitiste.

Montreuil, le 22 mars 2018